

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

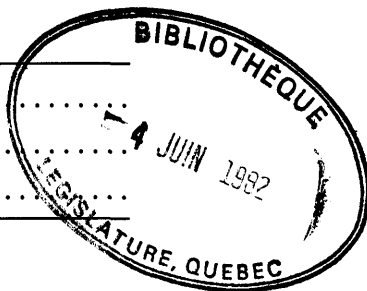
Projet de loi n° 71

Loi modifiant la Loi sur l'aide juridique

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture



PRÉSENTÉ

Par M. MARC-ANDRÉ BÉDARD

Ministre de la Justice

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 8 2

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet d'introduire dans la Loi sur l'aide juridique certaines dispositions nouvelles susceptibles d'en faciliter l'administration et le financement.

Il modifie d'abord la notion de «personne économiquement défavorisée», sur laquelle s'appuie le régime, afin que désormais l'aide juridique en matière civile accordée aux bénéficiaires de l'aide sociale leur soit fournie à titre de besoin spécial en vertu de la Loi sur l'aide sociale.

Il prévoit en outre que, conformément aux règlements adoptés par le gouvernement, un bénéficiaire pourra être appelé à rembourser les coûts de l'aide juridique qui lui a été fournie s'il en résulte pour lui l'obtention d'un bien ou d'un droit.

De même, les bénéficiaires de l'aide juridique non admissibles à l'aide sociale devront acquitter pour l'ouverture de leur dossier des frais établis par règlement.

Il opère enfin un nouveau partage des pouvoirs réglementaires entre le gouvernement et la Commission des services juridiques.

Projet de loi n° 71

Loi modifiant la Loi sur l'aide juridique

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 2 de la Loi sur l'aide juridique (L.R.Q., chapitre A-14) est remplacé par le suivant:

«**2.** L'expression «personne économiquement défavorisée» signifie, aux fins de la présente loi, une personne à qui l'aide juridique peut être fournie comme besoin spécial en vertu de la Loi sur l'aide sociale (L.R.Q., chapitre A-16) ou, si elle n'est pas ainsi admissible, une personne qui, au jugement de la Commission ou, selon le cas, d'une corporation d'aide juridique, n'a pas les moyens pécuniaires suffisants pour exercer un droit, obtenir un conseil juridique ou retenir les services d'un avocat ou d'un notaire sans se priver de moyens nécessaires de subsistance, suivant les critères établis par règlement en vertu du paragraphe *a* de l'article 80.

Le fait pour une personne de bénéficier de l'aide sociale pour ses besoins ordinaires constitue une preuve *prima facie* qu'elle est une personne économiquement défavorisée au sens de l'alinéa précédent.».

2. L'article 4 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**4.** L'aide juridique ne peut être fournie que suivant les conditions et modalités établies par la présente loi, sous réserve des conditions relatives à l'admissibilité d'une personne à l'aide juridique.

Une personne économiquement défavorisée doit, pour recevoir cette aide, établir la vraisemblance d'un droit ou, selon le cas, le besoin d'un service juridique.».

3. L'article 5 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Toutefois, conformément aux règlements, le bénéficiaire doit, sur demande de la Commission ou d'une corporation, rembourser, en raison du droit ou du bien qu'il obtient, les coûts de l'aide juridique fournie.».

4. L'article 60 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**60.** Un avocat ou un notaire qui n'est pas à l'emploi d'une corporation et qui rend des services professionnels à un bénéficiaire ne peut, à l'égard de ces services, que recevoir et se faire rembourser les honoraires et débours prévus par la présente loi. Toute personne qui a versé une somme d'argent ou procuré quelque autre avantage non prévus par la présente loi a droit de les recouvrer.».

5. L'article 62 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Après que la vraisemblance du droit ou, selon le cas, le besoin d'un service juridique ait été établi, cette personne est tenue d'acquitter, pour l'étude de sa demande, les frais au montant fixé par règlement, à moins qu'elle ne soit bénéficiaire d'aide sociale ou admissible à l'aide sociale.».

6. L'article 63 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du premier alinéa, de ce qui suit: «ou, selon le cas, le besoin d'un service juridique.».

7. L'article 69 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants:

«Toutefois, si ce requérant ne parvient pas à percevoir un montant équivalent à celui qui aurait été versé à son avocat si le requérant avait bénéficié de l'aide juridique, et si le directeur général estime que les circonstances l'indiquent, l'aide juridique peut lui être accordée, déduction faite du montant perçu, le cas échéant, avec effet rétroactif à compter de la date de la demande refusée en vertu du premier alinéa.

Lorsque l'aide est ainsi accordée parce que le jugement ne peut être exécuté, la corporation est subrogée dans les droits du requérant contre la partie adverse pour le montant de l'aide accordée. La créance de la corporation est acquittée de préférence à celle du requérant.».

8. L'article 72 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants:

«Le retrait prononcé en cours d'instance ou après jugement oblige la partie à rembourser à la corporation tous les frais, débours et honoraires dont elle avait été dispensée.

La corporation verse à l'avocat ou au notaire, pour les services qu'il a rendus avant que la diminution, la suspension ou le retrait de l'aide juridique ne lui soit notifié, les montants auxquels il aurait eu droit s'il n'y avait pas eu cette diminution, cette suspension ou ce retrait.».

9. L'article 80 de cette loi, modifié par l'article 35 du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 18*) des lois de 1982, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement des première et deuxième lignes du premier alinéa par les suivantes:

«**80.** Peuvent être adoptés des règlements pour les fins de la présente loi et notamment pour:»;

2° par le remplacement du paragraphe *b* par le suivant:

«*b*) déterminer la nature des litiges ou des poursuites qui doivent faire l'objet de l'aide juridique;»;

3° par l'insertion, dans la deuxième ligne du paragraphe *f*, après les mots «Chambre des notaires», des mots «du Québec»;

4° par l'addition, à la fin du premier alinéa, des paragraphes suivants:

«*r*) fixer le montant des frais qu'une corporation locale ou qu'un bureau doit exiger conformément à l'article 62;

«*s*) déterminer les services juridiques pour lesquels la Commission ou une corporation doit exiger du bénéficiaire qu'il lui rembourse, en tout ou en partie, en raison du droit ou du bien qu'il obtient, les coûts de l'aide juridique fournie, fixer, pour chacun de ces services, le montant exigible ou les critères permettant de déterminer ce montant et établir, quant à ce remboursement, des modalités de paiement.»;

5° par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants:

«Le gouvernement adopte les règlements visés aux paragraphes *a*, *b*, *b.1*, *h*, *l*, *o*, *r* et *s*. Tout autre règlement est adopté par la Commission et est soumis à l'approbation du gouvernement.

Après son adoption ou son approbation, selon le cas, un règlement adopté en vertu du présent article est publié à la *Gazette officielle du Québec* et entre en vigueur à compter de cette publication ou à toute date ultérieure qui y est indiquée.».

10. L'article 81 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Malgré toute loi générale ou spéciale, le gouvernement peut adopter des règlements pour ratifier une entente visée au premier

alinéa ou, à défaut d'une telle entente, pour établir de tels tarifs aux fins de la présente loi. Ces règlements peuvent en outre prévoir quelle personne peut déterminer les honoraires applicables à un service non tarifé. Ces règlements entrent en vigueur à compter de leur publication à la *Gazette officielle du Québec*.».

Le présent article est déclaratoire.

11. Un règlement adopté par la Commission des services juridiques en vertu des paragraphes *a*, *b*, *b.1*, *h*, *l* et *o* de l'article 80 de la Loi sur l'aide juridique, qui est en vigueur lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, continue de l'être jusqu'à ce qu'il soit abrogé ou remplacé par un règlement adopté par le gouvernement.

12. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (*insérer ici la référence du chapitre de la Loi sur le Canada dans le recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982*).

13. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.